

En marge de l'élection de son candidat pour la présidence de la Commission européenne l'année prochaine, c'est aussi le sort du Fidesz qui pourrait se jouer lors du congrès du Parti Populaire européen (PPE) qui se tient cette semaine à Helsinki.



Les élections européennes 2019 vues par [Le Courrier des Balkans](#) et [Le Courrier d'Europe centrale](#)

Il se dit que Manfred Weber, le patron du groupe PPE au Parlement européen, ne veut ni ne peut pas se passer des douze eurodéputés hongrois du Fidesz d'ici aux élections européennes au printemps prochain. Car le PPE, la principale formation européenne, pourrait se faire tailler des croupières au centre par un mouvement « macroniste » et à droite par les partis nationalistes emmenés par le Rassemblement national français ou encore la Lega italienne.

Pourtant, dans sa conquête de la présidence de la Commission européenne, pour succéder à Jean-Claude Juncker issu du même parti, le Bavarois de la CSU pourrait choisir de se renforcer au centre plutôt qu'en flirtant avec l'extrême-droite. Et pour se faire, exclure la formation hongroise de Viktor Orbán, dont nombre des eurodéputés du PPE ne veulent plus entendre parler.

En amont du congrès de mercredi et jeudi à Helsinki, la présidence du PPE a diffusé à ses membres plusieurs propositions de charte, dont l'une retient particulièrement l'attention, intitulée en anglais « *Draft Emergency Resolution : Protecting EU Values and Safeguarding Democracy* », soit « *Projet de résolution d'urgence : Protéger les valeurs de l'UE et préserver la démocratie* ». (Consulter la proposition de résolution en anglais [ici](#)).

La résolution ne désigne personne et aucune mention n'est faite de la Hongrie. Mais tous ses points convergent vers le pays où règne le Fidesz depuis 2010. Son introduction stipule que : « Les démocrates-chrétiens après la Seconde Guerre mondiale ont été au premier plan des combats pour établir une démocratie libérale en Europe - fondée sur nos valeurs judéo-chrétiennes, des idées chrétiennes-démocrates, l'Etat de droit et un système multipartite, une société civile forte avec des médias indépendants, la liberté de religion, d'expression et d'association. Aujourd'hui, ces valeurs et principes fondamentaux sont remis en question de manière sans précédent. Extrémisme populiste et nationaliste, désinformation, discrimination et menaces à la primauté du droit constituent la plus grande menace pour la liberté et la démocratie en Europe depuis la chute du Rideau de fer. »

Le PPE appelle tous ses membres à respecter et promouvoir les valeurs explicitées dans les treize points qui déclinent cette introduction. Il est difficile d'imaginer que le Fidesz souscrive et appose sa signature sur un tel document, alors qu'il se réclame précisément de « l'illibéralisme », qu'il a versé dans un nationalisme débridé, lequel prend pour cible la société civile, et se trouve appuyé par un système médiatique aux ordres et qui n'hésite pas à avoir recours à des fausses nouvelles. Autant de points qui contreviennent à la résolution dont veut se doter le PPE.

Cela ne signifie pas pour autant que le Fidesz sera exclu du parti cette semaine. D'ailleurs, le site [EUObserver](#), ne semble pas croire à la possibilité d'une telle exclusion, si proche des élections

européennes. Le média spécialiste des questions européennes précise qu'« *une exclusion du Fidesz du PPE nécessiterait le déclenchement d'une procédure par sept partis membres issus de cinq pays, et aucune demande de ce type n'a été formulée à ce jour* ». EUObserver pointe aussi les douze eurodéputés d'Orbán qui pourraient être bien utiles au groupe parlementaire « *qui perdra certainement quelques-uns de ses 219 sièges actuels au Parlement européen* ».

La carte Soros, encore et toujours...

Pour le reste, le PPE doit désigner lors de ce congrès son candidat à la présidence de la Commission européenne et Manfred Weber a le soutien du Fidesz contre l'ancien Premier ministre finlandais Alexander Stubb. Ce dernier, qui représente la ligne centriste libérale du parti, a provoqué la colère du Fidesz en réclamant son exclusion du PPE, dans un entretien avec *RedaktionsNetzwerk Deutschland*.

Le parti hongrois a réagi comme à son habitude en renvoyant son détracteur dans les bras de sa bête noire : « *Alexander Stubb est le candidat de la branche libérale du PPE et entretient d'excellentes relations personnelles avec George Soros. [...] Le Fidesz appartient à l'aile démocratique chrétienne du PPE, et la raison pour laquelle la Hongrie est attaquée et critiquée est que Viktor Orbán et le Fidesz ne soutiennent pas la politique d'immigration de l'aile libérale.* »

Rendez-vous ce mercredi et jeudi à Helsinki en Finlande.